



Paris le 19/10/2023

Monsieur le Président,

Le contexte dans lequel s'ouvre ce CDAS est d'une violence extrême. Solidaires Finances condamne avec force et avec la plus grande détermination les crimes de guerre du Hamas en Israël contre des civils et civiles désarmées, y compris des enfants. Rien ne peut justifier de tels crimes.

Sur notre territoire, l'assassinat du professeur Dominique Bernard à Arras ainsi que les 2 personnes blessées dans l'enceinte d'un lycée nous mettent dans l'effroi face à cette escalade de la violence.

Solidaires Finances condamne cet acte odieux et apporte sa solidarité envers la famille et les collègues mais aussi envers tous les personnels de l'Éducation Nationale pris pour cible au nom d'un terrorisme religieux. Il y a trois ans, Samuel Paty, était assassiné simplement parce qu'il servait la liberté de pensée et d'enseignement et nous ne pouvons ne pas saluer sa mémoire et celle de toutes les victimes de toutes les formes d'obscurantisme et de haine.

Notre monde va mal et il y a urgence à déployer tout l'arsenal diplomatique, et à faire appliquer le droit international pour reconstruire un monde de paix, de justice et de solidarités. Plus que jamais les peuples citoyens doivent réaffirmer avec force leur attachement aux libertés, sans jamais transiger face à ceux qui prônent la haine et la division. L'État, au travers de ses services publics, doit être un acteur majeur de cet attachement aux libertés et à l'unité.

Ce CDAS se tient également dans un climat économique et social dégradé avec les sujets :

- de pouvoir d'achat,
- de l'explosion des inégalités,
- d'évolution de la rémunération que certains voudraient conditionner à la seule notion de mérite,
- d'un sentiment d'abandon des usagers face à un service public qui dans tous les secteurs est en délabrement faute de moyens.

Alors qu'une minorité s'enrichit toujours plus, les inégalités et la pauvreté explosent. Alors que le gouvernement continue d'implorer une improbable bienveillance des plus riches (entreprises et particuliers), aucune mesure concrète n'est mise en place pour augmenter les rémunérations, limiter les effets de l'inflation, mettre en place une véritable justice fiscale, sociale et environnementale.

L'absence de revalorisation structurelle de nos rémunérations pèse d'autant plus injustement sur notre pouvoir d'achat que le prix des biens de première nécessité s'envole et que là encore la situation profite aux grands distributeurs et à une industrie agroalimentaire dont les marges ont considérablement augmenté cette année

C'est dans ce contexte que l'intersyndicale interprofessionnelle a appelé l'ensemble des salariées et salariés et des fonctionnaires à se mobiliser, se mettre en grève, contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires le vendredi 13/10/2023.

Dans cette période d'inquiétude l'action sociale est plus que jamais au cœur des préoccupations pour maintenir une cohésion et une solidarité entre tous et toutes.

Pourtant l'État continue à jouer au gagne-petit en voulant faire évoluer le champ des bénéficiaires des chèques-vacances, en excluant les retraités de l'État de ce dispositif.

Sans consultation du CIAS qui est l'instance concernée, au mépris du dialogue social comme des pensionnés, l'administration a choisi, pour obéir aux injonctions du gouvernement de réduire de 5% les dépenses de l'État en 2024, de pénaliser les « non actifs ».

Sur le fond comme sur la forme, la diffusion d'une circulaire éclaire les choix de la DGAFP que ce soit sur sa capacité et sa volonté de communication ou sur son respect des agents qui, dès lors qu'ils ne sont plus utiles, deviennent encombrants et coûteux. Nous sommes bien loin de la solidarité intergénérationnelle, bien loin des discours généreux et bienveillants qui, eux, ne coûtent rien, mais qui restent lettre morte.

Cette mesure s'inscrit dans le processus d'économies engagé par le gouvernement Borne en vue d'un rétablissement des finances publiques. Selon les chiffres obtenus par les syndicats auprès de l'administration, cette suppression des chèques-vacances devrait ainsi permettre une baisse des dépenses à hauteur de 10 millions d'euros. Ces économies réalisées sur le dos des retraités s'annoncent donc modestes.

L'Action Sociale Interministérielle doit servir tous les agents, actifs et pensionnés et ne doit pas être soumise aux aléas budgétaires.

Concernant ce CDAS :

nous interviendrons au fur et à mesure des débats sur les CRA présentés, cependant nous voulons mettre en exergue certains points.

– restauration collective

Grandes Carrières :

Lors du GT d'octobre, il nous a été annoncé la fin du conventionnement avec la Poste pour le site de Grandes Carrières.

SOLIDAIRES FINANCES reste sceptique sur la mise en place de « frigos connectés ». Si le SG en a fait une vitrine à DIJON avec un conventionnement passé avec plusieurs restaurants, les installations en Île-de-France ne sont pas du même standing avec des plats PICARD dans le 91 et 94 sans subvention.

Cela laisse pantois, ne serait ce qu'au niveau de l'apport nutritionnel.

Par exemple : le colin d'Alaska à la Bordelaise et riz aux légumes : nutriscore C, pour une portion 53 % de matières grasses saturées, 37 % de sel pour un apport journalier ; nous vous faisons grâce du dessert.

Si cette solution est retenue, quel sera le prestataire envisagé ? Quels engagements de ce dernier en matière nutritionnelle ? À quels coûts pour le rationnaire et l'action sociale ?

Saint Sulpice et Londres

Si nous nous félicitons de la réouverture du restaurant de St-Sulpice, nous déplorons la poursuite jusqu'en novembre du conventionnement avec le Bon marché.

L'engagement des travaux du restaurant de la rue de Londres ne doit pas être conditionné à une « bonne reprise » d'activité du restaurant de St Sulpice. SOLIDAIRE FINANCES s'opposera à toutes velléités de disparition d'une restauration collective AGRAF rue de Londres. La tutelle doit assumer ses responsabilités et mettre les moyens pour assurer ces travaux très lourds.

Banque

Fermeture définitive annoncée pour novembre 2023.

Nous déplorons une fois de plus le manque d'anticipation et de prévoyance de la part de l'administration (SG /DGFIP et DRFIP) dans la réorganisation des services parisiens. Pourtant le temps ne leur a pas manqué. L'administration a acté la disparition du site et celle de son restaurant administratif AGRAF très fortement fréquenté par les agents et agentes du site ainsi que ceux du site

de Notre Dame des Victoires. Une solution a bien été trouvée pour les agentes et agents de St Hyacinthe avec un conventionnement musée du Louvre.

Pour celles et ceux transférés sur le site de NDV la seule solution reste leur report sur le site de Réaumur qui ,selon AGRAF, est dimensionné pour recevoir entre 500 et 600 personnes (les travaux effectués par AGRAF restent peu significatifs). On constate pourtant que ce restaurant connaît d'ores et déjà une forte augmentation de fréquentation ceci même avant l'arrivée du flux supplémentaire.

Les agents et agentes des deux sites de Banque et NDV, attachés à une restauration collective ont d'ailleurs manifesté leur opposition à la fermeture du restaurant en pique niquant le treize octobre dans le magnifique hall de gare de NDV !!!

- Godefroy Cavaignac

Dans la même veine des restructurations, l'administration n'a pas mesuré que le restaurant sera sous dimensionné par rapport au personnel de la DNVSF.

- Actions de santé publique

SOLIDAIRES FINANCES réaffirme que toutes les actions de santé publiques, telles que don du sang, vaccination... sont des actes citoyens qui doivent bénéficier de facilités horaires de la part de toutes les directions (autorisations d'absences).

- Accueil

Nous saluons les différents acteurs de l'action sociale pour leur présence aux accueils des différentes directions. Mais nous demandons que leur temps imparti ne soit pas réduit à la portion congrue.

Pour Solidaires Finances l'action sociale est partie prenante d'une politique qui participe au progrès social sous toutes ses formes et qui contribue à l'amélioration de vie de l'ensemble des actifs et retraités.